

**TRAVAUX DE SECURISATION DU SITE ET AMELIORATION DU
CONFORT THERMIQUE D'ETE DE LA MAS/FAM « LES JARDINS DE
L'ABBAYE » DE LONGEVILLE LES SAINT AVOLD**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(R.C.)**

Date limite de remise des offres : Jeudi 13/02/2025 à 12 heures

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 ETENDUE ET MODE DE LA CONSULTATION

2.2 DECOMPOSITION DU MARCHE

2.3. PERIODES DE PREPARATION ET D'EXECUTION

2.4 MAITRISE D'OUVRAGE – MAITRISE D'ŒUVRE – CONTROLE TECHNIQUE - SPS

2.5 VARIANTES - OPTIONS

2.6 NEGOCIATION

2.7 MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

2.8 MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

2.9 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES

3.1 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

3.2 DECOMPOSITION DU PRIX FORFAITAIRE

ARTICLE 4 - JUGEMENT DES OFFRES – MISE AU POINT DU PROJET DE MARCHE

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

ARTICLE 7 – VISITE OBLIGATOIRE

ARTICLE 8 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

La présente consultation concerne les travaux de sécurisation du site et l'amélioration du confort thermique d'été de la MAS/FAM Les Jardins de l'Abbaye de Longeville-Lès-Saint-Avoid situé au 67B rue des Alliés - 57 740 Longeville-Lès-Saint-Avoid.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 ETENDUE ET MODE DE LA CONSULTATION

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'arrêté du 19/07/2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale, de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Classification CPV : 45000000 – Travaux de construction.

2.2 DECOMPOSITION DU MARCHE

Le présent marché est décomposé en 4 lots :

- lot 1 : VRD/Espaces verts,
- lot 2 : Clôture/portail,
- lot 3 : Menuiserie aluminium/store,
- lot 4 : Climatisation.

Une entreprise générale pourra répondre à un, plusieurs ou la totalité des lots.

2.3 PERIODES DE PREPARATION ET D'EXECUTION

Le début des travaux est envisagé à compter 31/03/2025 pour une durée prévisionnelle de 3 mois.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les travaux se dérouleront en site occupé (présence du personnel et d'usagers). L'établissement continuera en effet à fonctionner pendant toute la durée du chantier.

2.4 MAITRISE D'OUVRAGE – MAITRISE D'ŒUVRE – CONTROLE TECHNIQUE - SPS

La maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'études SATM – 101 rue de Thionville – 57300 Ay Sur Moselle - Tél : 03.87.77.89.44, le bureau d'études fluides BET IRIS – 61 rue de l'Ecole – 57920 Monneren - Tél 03.54.86.13.56 et AIRE Architecture – 23 rue du Fort des Bordes – 57070 Metz – Tél : 09.77.48.58.79.

La maîtrise d'ouvrage est représentée par la Direction des moyens (Service immobilier) de la direction régionale de l'UGEAM NORD EST – 75 bld Lobau CS 94224 – 54042 Nancy Cedex.

2.5 VARIANTES - OPTIONS

Les variantes ou toutes autres propositions techniques sont admises. En tout état de cause, chaque concurrent doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base + variante éventuelle).

Une variante obligatoire est prévue au lot 3 – Menuiserie intérieure/store concernant une pergola à lames fixes. Elle devra être complétée sous peine de rejet de l'offre.

2.6 NEGOCIATION

L'UGECAM Nord Est se réserve la possibilité d'engager des négociations au regard des offres initiales qui lui seront rendues.

Ces négociations, si elles ont lieu, s'effectueront sur les données financières et techniques proposées par le candidat.

2.7 MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Le mode de règlement choisi est le virement. Les travaux seront réglés sur le budget de l'établissement.

Le paiement s'effectuera dans les conditions décrites à l'article 3.17 du C.C.A.P.

2.8 MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt jours (120) à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le dossier de consultation des entreprises est à retirer gratuitement sur le profil acheteur de l'UGECAM NORD EST : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Toutefois, l'identification permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il appartiendra aux opérateurs économiques de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

Les concurrents auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Les pièces administratives justificatives suivantes :

- La lettre de candidature (imprimé DC1 ou équivalent, imprimé disponible sur le site internet www.economie.gouv.fr),
- La déclaration du candidat (imprimé DC2 ou équivalent) dûment complétée, signée et accompagnée des pièces justificatives auxquelles elle fait référence (imprimé disponible sur le site internet www.economie.gouv.fr),
- Les certificats de qualification professionnelle correspondant et/ou une liste de références d'opérations identiques,
- Une attestation KBIS,
- Une attestation relative aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société,
- Les certificats sociaux et fiscaux en cours de validité,
- Une attestation d'assurance en cours de validité,
- Un RIB.

Les documents présentant l'offre financière et technique, suivants :

- L'Acte d'Engagement par lot, dûment complété et signé,
- Le C.C.A.P. dûment accepté et signé,
- Le C.C.T.P. par lot dûment accepté et signé,
- Le C.D.P.G.F. par lot, cadre ci-joint à compléter,
- Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché : organisation du chantier, modalités d'exécution mise en œuvre, une liste des matériels/matériaux utilisés, une liste des moyens en personnel, ...
- Une note technique précise permettant de justifier que le Titulaire est engagé en matière de protection de l'environnement et de développement durable et qui précise les mesures qu'il entend prendre en ce sens sur ce chantier, cette note synthétique décrira les moyens mis en œuvre dans le cadre du chantier pour le tri des déchets du lot concerné. Elle détaillera les différentes filières de traitement, valorisation et élimination des déchets et justifiera d'un contrat ou d'une charte signé avec un partenaire,

3.2 DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

Toute décomposition du prix global et forfaitaire demandée ci-avant devra comporter pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage la référence aux C.C.T.P., la quantité à exécuter prévue par le concurrent et le prix de l'unité correspondant. En outre, dans le cas où l'Entrepreneur proposerait un matériau ou matériel différent de celui prévu aux C.C.T.P., il devra obligatoirement en indiquer les références afin que le Maître d'ouvrage puisse s'assurer de l'équivalence desdits matériaux ou matériel par rapport aux prescriptions du C.C.T.P.

ARTICLE 4 - JUGEMENT DES OFFRES - MISE AU POINT DU PROJET DE MARCHÉ

Le choix de l'entreprise sera effectué en tenant compte uniquement des offres remises par les concurrents avant la date limite fixée et éventuellement, en cas de négociation, les offres complémentaires correspondantes.

En cas de discordance entre les différentes indications du prix global et forfaitaire figurant dans l'offre d'un Entrepreneur, l'indication en chiffres, hors TVA, figurant à l'article 2 de l'Acte d'Engagement (A.E.), prévaut sur toutes les autres indications.

Le montant hors TVA de la solution de base et, éventuellement, de la ou des variantes prévues, et figurant à l'Acte d'Engagement lors de l'ouverture des plis, prévaut sur toutes autres indications.

En cas de discordance entre la décomposition du prix global et forfaitaire et l'acte d'engagement (AE), ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition des prix forfaitaires, l'Entrepreneur sera invité à rectifier ou à compléter cette décomposition pour la mettre en harmonie avec les prix forfaitaires proposés dans l'Acte d'Engagement.

En cas de non-acceptation des redressements demandés à l'Entrepreneur, son offre sera éliminée.

En application de l'article R.2152-6 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le Pouvoir adjudicateur classe les offres et choisit l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse après négociations en tenant compte des critères pondérés ci-dessous :

- 1) la valeur technique de l'offre (moyens techniques, humains, matériaux utilisés, organisation des travaux) : 50%,
- 2) le prix : 45%,
- 3) la prise en compte des enjeux de protection de l'environnement et de développement durable : 5%.

Le marché sera attribué à l'entreprise dont l'offre sera jugée économiquement la plus avantageuse après d'éventuelles négociations.

Le candidat envisagé comme attributaire avant d'être définitivement désigné comme tel, se verra dans l'obligation de produire dans un délai maximum de 10 jours à compter de la demande par le pouvoir adjudicateur, les certificats fiscaux et sociaux en cours de validité ; à défaut, le pouvoir adjudicateur retiendra le candidat suivant dans le classement des offres.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

La date limite de réception des offres est fixée au :

- **Jeudi 13/02/2025 à 12 heures.**

Transmission électronique :

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : **<https://www.marches-publics.gouv.fr>**

Aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

Une fois que le concurrent aura remis son offre, il ne pourra ni la retirer ni la modifier.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Les formats acceptés sont : .doc, .xls et .pdf

La signature électronique de ces documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Dans ce cas, les documents contractuels de l'entreprise attributaire seront re-matérialisés et devront être signés manuscritement.

Conformément aux dispositions du Code de la Commande publique, les candidats ont la possibilité de remettre une « copie de sauvegarde » qui constitue une copie des dossiers des candidatures et offres destinées à se substituer, en cas d'anomalie (défaillance du système informatique qui ne supporte pas la dématérialisation ou lorsqu'un virus informatique est détecté), aux dossiers de candidatures et des offres transmises par voie électronique.

Le pli contenant la copie de sauvegarde devra comporter sur l'enveloppe la mention « COPIE DE SAUVEGARDE – MARCHÉ DE TRAVAUX de sécurisation du site et amélioration du confort thermique d'été de la MAS/FAM Les Jardins de l'Abbaye à Longeville-Lès-Saint-Avoid ».

La copie de sauvegarde devra être exclusivement sur format papier et parvenir avant le 13/02/2025 à 12h.

Assistance au dépôt électronique :

Les candidats disposent sur le site d'une aide pour les procédures électroniques qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des offres.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les demandes de renseignements complémentaires des candidats devront être adressées via la plateforme **<https://www.marches-publics.gouv.fr>**, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres

Une réponse sera alors mise en ligne sur la plateforme de dématérialisation 4 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

ARTICLE 7 – VISITE OBLIGATOIRE

Les candidats devront obligatoirement visiter les locaux pour cela ils devront prendre contact avec M. Klein Marc, Technicien à la MAS/FAM de Longeville-Lès-Saint-Avoid, Portable : 06/84/06/13/85, Email : marc.klein@ugecam.assurance-maladie.fr

Une attestation de visite sera remise à l'issue de la visite.

En l'absence de certificat de visite joint à l'offre du candidat, l'offre pourra être rejetée.

L'absence de visite sur site rendra l'offre irrégulière au sens de l'article L2152-2 du Code de la Commande publique et ne pourra être régularisée.

ARTICLE 8 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Ce dossier comprend :

- le présent règlement de la consultation (RC),
- un acte d'engagement (AE) par lot,
- un cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- un cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) par lot,
- un cadre de décomposition des prix forfaitaires (C.D.P.G.F.) par lot,
- des plans,
- une attestation de visite.